

messe faite par le candidat libéral dans l'élection d'Essex-Nord, en 1923. M. Healy avait alors promis que s'il était élu, le Gouvernement ferait construire une jetée à Belle-Rivière. Après son élection, le Gouvernement a promptement fait exécuter le travail qui a coûté \$30,000 à la nation.

On a fait beaucoup de publicité dernièrement au sujet de la construction d'un nouveau bureau de poste à Windsor; j'espère sincèrement que le Gouvernement a l'intention de faire exécuter ces travaux. Le bureau actuel a été érigé, je crois, en 1879 ou 1880, alors que Windsor était une ville de 5,000 âmes. Aujourd'hui, c'est une ville de plus de 65,000 habitants et pourtant, au point de vue du service postal, nous en sommes au même point qu'il y a quarante-sept ans. L'installation actuelle est réellement honteuse, considérant l'importance de Windsor et la proximité d'une grande ville comme Détroit. Des milliers de gens viennent de Détroit et expédient de la correspondance du bureau de poste de Windsor. Parfois on y est serré comme des sardines dans une boîte. Le bureau ne possède même pas ce qu'il faut pour écrire des cartes postales. C'est avec plaisir que je ferai tout ce qu'il est possible de faire pour améliorer cette situation. Je suis de l'avis de mon collègue et ami d'Essex-Sud (M. Odette), on pourrait retirer de la vente de l'emplacement actuel de quoi construire un nouveau bureau.

Encore un point et je termine. Je veux parler de la suppression des droits sur la houille dans l'intérêt de l'industrie salicole. Tout le monde sait que presque tout le sel consommé au Canada vient du comté d'Essex, des salinages de la Canadian Salt Company, mais je ne pense pas que cette dernière ait jamais supplié le Gouvernement de supprimer les droits sur la houille. Ce qu'elle voulait, c'était un droit de douane pour empêcher l'entrée du sel étranger en Canada et conserver le marché domestique pour les fabricants canadiens.

M. E.-C. St-PÈRE (Hochelaga) (texte): Monsieur l'Orateur, j'ai lu quelque part que l'honorable M. Lloyd George, au cours d'une conférence dans une université anglaise, conseillait à ceux qui se destinaient à la politique de commencer par être de bons écouteurs. Depuis le commencement de ce débat sur le budget, je me suis efforcé de bien écouter, je me suis efforcé de noter tous les arguments qui ont été présentés et contre et en faveur du budget, et comme il me faudrait un temps trop long pour les commenter à leur juste valeur, je me contenterai du temps qui m'est accordé par les nouveaux règlements de la Chambre pour passer en revue le plus succinctement pos-

sible les prétentions des différents orateurs qui se sont succédés au cours de ce débat.

Je m'abstiendrai d'ajouter d'autres compliments au torrent des félicitations adressées à l'honorable ministre des Finances (M. Robb). Je me contenterai de dire qu'il a tout simplement fait son devoir envers notre pays, et c'est là pour lui la plus grande des satisfactions.

Comme tout homme d'affaires le fait chaque année, il est bon de considérer quels ont été nos revenus et nos dépenses au cours de la dernière année financière. Je dois dire, avec tous ceux qui ont jugé impartialement l'état de nos finances jusqu'à date, que la sage administration du ministre nous a procuré ce que tout homme d'affaires souhaite d'abord: un surplus des revenus sur les dépenses. Nos finances, donc, sont en très bon état.

Quant au budget, l'approbation générale du pays prouve amplement qu'il a donné satisfaction à tout le monde. Sans doute il se trouvera,—et c'est là pour ainsi dire la mise continuelle en vigueur du vieux proverbe qui dit que le bonheur des uns fait le malheur des autres,—il se trouvera des critiques qui, malgré l'approbation générale, trouveront toujours à redire dans un simple but de politicien.

L'abolition de la taxe de ventes, quoi qu'on en dise, a donné satisfaction aux hommes d'affaires de notre pays; et pas plus tard que la semaine dernière un grand financier de Montréal me déclarait que la réduction graduelle effectuée par l'honorable ministre des Finances empêchera sûrement une foule de marchands de subir des pertes très appréciables dans l'écoulement de leurs marchandises.

L'impôt sur le revenu est une mesure qui nous a été imposée par la force des circonstances, et un grand nombre de ceux qui en sont actuellement les victimes ne l'ont pas voulu. Je ne veux pas faire de retour en arrière sur les choses de la guerre,—je n'utilise jamais ce genre d'argument au cours de mes campagnes électorales,—mais au cours de la grande guerre j'ai vu dans mon comté de ces grands manufacturiers, de ces patriotards du temps, qui demandent aujourd'hui si fortement l'abolition totale de l'impôt sur le revenu, vouloir s'y soustraire alors en payant à leurs employés, du président général au plus humble des secrétaires, des bonis considérables afin d'éviter de payer au gouvernement les montants d'argent nécessaires pour subvenir aux besoins du pays.

Le député de Sherbrooke (M. Howard) nous disait hier que les possesseurs des grandes fortunes devraient surtout être appelés à payer. Je partage parfaitement son opinion et j'irai même plus loin que lui. Je prierais l'honorable